

JORDANIE

La mondialisation et l'impact de la guerre

En 2002, le gouvernement a mis en œuvre une stratégie nationale pour l'élimination de la pauvreté. Il a également réussi à améliorer des domaines tels que la santé et l'éducation. Cependant, il reste encore beaucoup à faire, dans un pays menacé par la rareté des ressources en eau, la dette extérieure, l'instabilité politique et les menaces à la sécurité, l'absence d'équité entre les sexes, la pauvreté et le chômage.

Jordanian Women's Union

Ghosoun Rahhal

La sécurité, la dignité et l'équité sont essentiels pour la sécurité humaine

La Jordanie a reconnu l'importance des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui ont été convenus au Sommet du millénaire à New York, en 2000. Les pays signataires se sont engagés à réaliser les objectifs suivants d'ici à 2015 : éradiquer la pauvreté extrême et la faim, atteindre l'éducation primaire universelle, promouvoir l'équité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies, veiller à la durabilité de l'environnement et développer un partenariat mondial pour le développement.

Le gouvernement jordanien a déjà effectué plusieurs tentatives de mise en application des OMD aux plans social et économique, et en 2002, la Jordanie a mis en œuvre une stratégie nationale complète pour l'élimination de la pauvreté, avec la création du Fonds national d'aide ainsi que du Fonds de développement et d'emploi.

La démarche adoptée par le gouvernement pour réaliser l'éducation pour tous est indiquée dans le Rapport national sur les Objectifs du millénaire élaboré par le ministère de la Planification, avec une affectation de 17,7 millions de JOD (25,14 millions de USD) du budget national au ministère de l'Éducation. Sur ces fonds, 3 millions de JOD (4,26 millions de USD) sont destinés à la construction de nouvelles écoles et salles de classe ; 9,7 millions de JOD (13,78 millions de USD) serviront à équiper les écoles de matériel informatique ; 0,4 millions de JOD (0,57 millions de USD) seront utilisés pour équiper les jardins d'enfants, et 2,1 millions de JOD (2,9 millions de USD) iront à la formation des enseignants¹.

Conformément à l'OMD 3, le gouvernement a également adopté un plan visant l'autonomisation des femmes et la réduction de l'écart en matière d'équité entre les sexes, dans les domaines de l'éducation, du travail et de la participation des femmes à la vie publique et politique.

SIDA et paludisme

Le document sur les OMD se propose également de lutter contre le VIH/Sida, à travers le Programme national de lutte contre le sida mis en place après la découverte des premiers cas de cette maladie en 1986. Ce programme a été créé pour suivre tous les aspects de la maladie. La Jordanie présente l'un des taux les plus faibles de VIH/Sida au monde (331 cas ont été signalés entre 1986 et 2003)².

¹ Ministère de la Planification. *The National Report on the Millennium Goals*. 2003.

² « Le Programme national jordanien de lutte contre le SIDA a été mis en place en janvier 1986, peu après que le premier cas de sida a été diagnostiqué. Ce programme est sous la responsabilité de la Direction Générale

En 2001, 210 cas de paludisme ont été détectés (dont 124 chez des étrangers et 86 chez des jordaniens) mais cette épidémie a été rapidement contrôlée. Il faudrait prendre plus de précautions pour contrôler complètement le paludisme.

En ce qui concerne la formation d'un partenariat global pour le développement, la Jordanie a travaillé au niveau économique pour mettre en œuvre un programme d'ajustement structurel qui inclut la privatisation, et a rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Grâce à ce programme, le gouvernement a été en mesure de contrôler l'inflation et de stabiliser le budget national et les indicateurs économiques généraux.

Les principales menaces

Cependant, malgré les réalisations ci-dessus, qui ont été définies comme objectifs dans la stratégie-cadre du ministère de la Planification, les défis de la mondialisation sont toujours présents dans les ressources en eau limitées du pays, la dette extérieure, l'instabilité politique et les menaces à la sécurité, l'absence d'équité entre les sexes, la pauvreté et le chômage.

Guerres et conflits armés

D'abord, il est important de garder à l'esprit les conséquences dévastatrices, pour la Jordanie, des conflits armés et des guerres continues dans la Palestine et l'Irak voisines. Ces événements tragiques ont fortement entamé le sentiment de stabilité et de sécurité des jordaniens. De plus, il est clair que l'impact négatif de la guerre contre l'Irak et de son occupation subséquente ne se limite pas uniquement à ce pays - il a affecté le monde arabe en général et la Jordanie en particulier, à cause des relations étroites entre les deux pays et des intérêts économiques communs qui les unissent. L'Irak fournissait gratuitement à la Jordanie une partie de ses besoins pétroliers totaux, et le reste à prix réduits, contribuant ainsi à une forte réduction des prix du pétrole. A la suite de l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis qui se sont emparés de la production de pétrole, ce pays vend maintenant son pétrole à la Jordanie selon les cours internationaux, provoquant une hausse brutale et massive des prix de ce produit. Selon le ministre des Finances, l'aide irakienne à la Jordanie a baissé de 7% à 3% depuis l'occupation américaine.

Les politiques internationales, reflétées d'une part par les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'autre part, par la politique américaine, n'ont pas réussi à résoudre les conflits par des moyens pacifiques, selon la Charte des Nations Unies. Au contraire, que ce soit en ayant recours à la force en Irak ou en encourageant l'usage de la force en Palestine, ces politiques ont favorisé le retard du développement du monde arabe et surtout, ont mis en danger la sécurité humaine. Elles ont affecté les moyens de production; le PIB par travailleur arabe a chuté à 5 000 USD.³

L'économie jordanienne dépend principalement de l'exploitation de ses ressources naturelles. Les matières premières constituent 90% des exportations du pays, laissant seulement 10% des recettes totales d'exportation aux produits manufacturés⁴.

de la Santé Primaire du ministère de la Santé. A la tête de cette structure programmatique se trouve le Comité national sur le Sida, dirigé par le Secrétariat général du ministère de la santé et dont les membres sont des experts de différentes branches de la santé et de tous les secteurs de la santé. Les hautes autorités du pays sont conscientes de l'ampleur du problème et le NAP est reconnu comme un département actif du ministère. La mobilisation de ressources locales en est toujours à ses débuts et nécessite plus de travail ».

³ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Arab Human Development Report 2003. Building a Knowledge Society*. 2003.

⁴ *Ibid*, p. 134.

Restriction des droits civils

Aux plans civil et politique, l'instabilité et l'insécurité en Palestine et en Irak ont eu une influence directe sur le gouvernement jordanien, surtout en ce qui concerne l'étendue de la liberté générale. Le gouvernement a promulgué de nombreuses lois pour limiter le droit d'expression, que ce soit dans la presse ou sur Internet. Dernièrement, une loi a été votée, limitant le droit de tenir des rassemblements publics, et de nombreux activistes des droits de l'homme ont été détenus à cause de leurs activités contre la normalisation des relations diplomatiques avec Israël. Beaucoup de ces activistes sont des personnalités, des politiciens et des professionnels bien connus. Certaines manifestations ont été violemment réprimées, faisant un mort et plusieurs blessés parmi les civils⁵.

Les défis de la mondialisation

Nonobstant l'impact positif de la mondialisation, du fait qu'il réduit le monde en un village et accélère la circulation de l'information, le processus de mondialisation actuel n'est rien d'autre qu'un outil permettant aux Etats les plus puissants du monde d'exercer leur domination dans les domaines de la production des connaissances et de l'économie et partant, du développement⁶. Les avancées en matière de moyens de production des connaissances et d'information au niveau international ont transformé ce service en un bien privé, assujetti aux nouvelles lois régissant la protection de la propriété intellectuelle. Les grandes puissances mondiales ont fait en sorte que les lois protégeant la propriété intellectuelle contiennent des clauses et des conditions qui leur confèrent ce qui revient à un monopole sur la production de savoirs⁷.

Cette approche a surtout affecté le secteur jordanien de fabrication de produits pharmaceutiques. Les sociétés jordaniennes font la concurrence à leurs homologues américains sur le marché des produits pharmaceutiques, en produisant des médicaments génériques qu'ils vendent moins cher. Les acheteurs trouvent les produits pharmaceutiques jordaniens plus attrayants que ceux des américains, en raison de leur disponibilité et de leur faible coût. Cependant, étant donné que plusieurs sociétés ont été poursuivies en vertu des nouvelles lois sur la propriété intellectuelle, les malades et les pauvres ne sont plus maintenant en mesure d'acheter des médicaments à des prix abordables.

L'OMC et la privatisation

La Jordanie a rejoint l'OMC en avril 2000, et signé des accords de partenariat avec l'Union Européenne et les Etats-Unis. Elle a également mis en place des zones franches industrielles à Aqaba, Irbid et Karak, et modifié la loi sur l'investissement pour attirer l'investissement étranger. La Jordanie a également cherché à se conformer aux conditions de la Banque mondiale en appliquant ses recommandations relatives aux programmes d'ajustement structurel et de privatisation.

Les programmes de privatisation ont été appliqués en deux phases. La première phase incluait les secteurs suivants : communications, tourisme, industrie, transports et mines. Dans cette phase, le gouvernement a cédé ses parts dans 44 sociétés pour 900 millions de USD. La deuxième phase incluait la société pétrolière nationale, les cimenteries jordaniennes (Jordan Cement Factories), la Royal Jordanian Air Academy, la Water Authority of Jordan, le Ma'in Spa Complex, les Services Postaux, l'usine de traitement des eaux usées d'Assamra, la Jordan

⁵ *Ibid*, pp. 30-31

⁶ *Ibid*, p. 11

⁷ *Ibid*, p. 133

Silos and Supply General Company, les entrepôts du Service de la Douane, la Jordan Phosphate Mining Company, l'Arab Potash Company, et la Civil Aviation Authority⁸. Résultat de la privatisation massive des compagnies nationales, les fonds du Trésor ont diminué et le revenu national est passé dans les poches d'investisseurs étrangers et de sociétés transnationales, au lieu d'être dépensé pour développer le pays et améliorer les conditions de vie de la population.

Les statistiques officielles indiquent une réduction de la dette extérieure de 190% du PIB en 1990 à 77,7% en 2002, et une réduction du service de la dette de 43,2% en 1990 à 18,8% en 2002⁹. En outre, les statistiques de la Banque mondiale montrent une augmentation du PIB de 4,22% en 1990 à 4,85% en 2002, tandis que les exportations annuelles de produits et de services ont augmenté de 5,9% dans les années 1980 à 7,4% dans les années 1990. Cependant, les taux de pauvreté et de chômage sont aussi à un niveau sans précédent.

Chômage et pauvreté

Il y a eu une grande augmentation du chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans, de 27% en 1991 à 31% en 2002. Les statistiques ont également révélé que la pauvreté touchait 21% de la population en 2001. Cependant, la réduction de la pauvreté n'était pas incluse dans la stratégie nationale du ministère du Développement Social. De plus, les chiffres du ministère du Plan relatifs à l'Aide publique au développement, y compris les prêts et les dons octroyés par le gouvernement, ne correspondent pas à ceux du ministère des Finances¹⁰.

Absence d'équité entre les sexes

L'équité pour tous dans la société, sans discrimination fondée sur la religion, le sexe, la langue, etc., est la pierre d'angle de la sécurité humaine. Équité veut dire justice, et sans la justice, il ne peut y avoir d'ordre social.

La Constitution jordanienne consacre l'égalité de tous les jordaniens devant la loi et garantit les droits des femmes à l'éducation et au travail. Cependant, les traditions et les coutumes restreignent la contribution potentielle des femmes au processus de développement. Bien que le gouvernement s'efforce d'intégrer les femmes dans la vie publique, en leur offrant des postes de haut niveau ou en les engageant dans le processus décisionnel, il y a toujours un fossé notable entre les sexes, dans bien des secteurs. Le tableau 1 illustre ce fossé

⁸ Executive Privatization Commission. www.epc.gov.jo

⁹ Banque centrale de Jordanie.

¹⁰ Ministère du Plan, op cit. p. 6.

TABLEAU 1

Participation des femmes dans la société		
ANNEE	(%)	DOMAINE DE PARTICIPATION
2001	20	Main-d'œuvre rémunérée, secteur agricole non inclus
2001	25	Main-d'œuvre rémunérée en général
2003	8	Parlement
2003	17	Sénat
2003	15	Cabinet
2002	2,9	Pouvoir judiciaire

Source : ministère du Plan. (2003) The Millennium Goals Report.

Une initiative importante dans le sens de l'amélioration de la condition de la femme a été la nomination de trois femmes au Cabinet, et de sept au Sénat en 2002.

Néanmoins, il faut de plus grands efforts aux niveaux législatif et administratif, pour améliorer la condition de la femme, et plus d'action au niveau social pour changer la conception négative qu'ont les hommes de la participation des femmes à la vie publique et au processus décisionnel.

Les politiques de développement doivent prendre en compte les capacités et rôles réels des femmes et les employer à bon escient, plutôt que de les limiter à des projets microéconomiques qui n'utilisent pas au mieux leurs talents, pas plus qu'ils ne promeuvent leur rôle dans le processus de développement.